



MUTUALITÉ
FRANÇAISE

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

www.paca.mutualite.fr

Digne et Gap, le 21 décembre 2017

Communiqué de presse

SUPPRESSION DE POSTES AU CHICAS DE GAP La Mutualité Française Région Sud dénonce cette décision

Pour lutter contre les déserts médicaux, et assurer de façon efficace le virage ambulatoire, les deux délégations départementales de la Mutualité Française Région Sud considèrent qu'il faut garantir une meilleure articulation entre la médecine de ville et les hôpitaux. Néanmoins, la réflexion sur le virage ambulatoire ne doit pas justifier la poursuite de la politique d'austérité menée jusqu'alors dans l'hôpital public.

Les 3 milliards d'euros d'efforts demandés à l'hôpital public entre 2015 et 2017 se sont traduits par des lits de proximité en moins, la fermeture de services et d'établissements ou la suppression de postes de soignants. Les nouvelles économies réclamées vont accroître ces difficultés. Il est impératif de redonner à l'hôpital public les moyens d'agir à la hauteur de ses missions de service public. Aucune stratégie nationale de santé ne pourra se traduire dans la réalité quotidienne des patients sans investissement massif dans l'hôpital public.

Selon les syndicats, 13 postes sont menacés en 2018 au CHICAS (Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud).

Les délégations départementales de la Mutualité Française des Alpes de Haute Provence et des Hautes Alpes dénoncent cette décision, **qui va à l'encontre des déclarations de la**

Ministre de la Santé Agnès Buzyn le 6 décembre à l'Assemblée Nationale à Paris¹.

1 « La ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, a exclu mardi de toucher aux effectifs des personnels soignants pour résorber le déficit des hôpitaux publics, les équipes travaillant déjà "sous d'énormes tensions

<https://www.afp.com/fr/infos/258/deficit-des-hopitaux-buzyn-exclut-de-toucher-aux-effectifs-de-soignants-doc-va4gx2>